



***Pourquoi et comment les banques
publiques de développement peuvent-
elles contribuer à l'inclusion financière
rurale ?***

Abril 2025
Roma



Note conceptuelle

Contenu

1. Introduction	2
1.1LE GROUPE DE TRAVAIL SUR L'INCLUSION FINANCIÈRE RURALE	2
1.2 .CONSIDÉRATIONS CLÉS POUR L'INCLUSION FINANCIÈRE ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	2
i. Définitions clés	2

ii . L'inclusion financière est un moyen pour parvenir à une fin, et non une fin en soi. 2



1. Introduction

1.1 LE GROUPE DE TRAVAIL SUR L'INCLUSION FINANCIERE RURALE

Le **Groupe de travail sur l'inclusion financière rurale**, organisé dans le cadre de la Plateforme des banques publiques de développement agricole ([Plateforme Agri-PDB](#)), est un réseau mondial regroupant

environ 140 banques publiques de développement de 96 pays. Son objectif est d'échanger des connaissances, de promouvoir les meilleures pratiques et de renforcer le rôle stratégique des banques

publiques dans le développement rural et agricole.

L'inclusion financière désigne l'accès et l'utilisation de services financiers de qualité par tous les segments de la population. Selon le Groupe de la Banque mondiale, l'inclusion financière désigne l'accès des particuliers et des entreprises à des produits financiers de qualité, abordables et adaptés à leurs besoins (transactions, paiements, épargne, crédit et assurance), fournis de manière responsable et durable.¹ Le Réseau international pour l'éducation financière (INFE, 2013) définit l'inclusion financière comme la promotion d'un accès abordable, rapide et adapté à une large gamme de produits et services financiers réglementés, tout en élargissant leur utilisation à tous les segments de la société grâce à des approches innovantes et adaptées, notamment des activités de sensibilisation et d'éducation financière visant à favoriser le bien-être financier et à promouvoir l'inclusion économique et sociale.

Pour promouvoir efficacement l'inclusion financière rurale (IFR), il est essentiel d'adopter une **approche centrée sur l'humain**, qui privilégie les divers besoins financiers des populations rurales, en particulier des groupes marginalisés comme les femmes, les jeunes et les communautés autochtones, plutôt qu'une focalisation étroite sur le développement institutionnel. La finance rurale inclusive, telle que définie par le FIDA, reconnaît que les services financiers doivent être accessibles, utiles et abordables, intégrés à des stratégies favorisant des moyens de subsistance durables, la résilience et l'adaptation au changement climatique. Cette perspective redéfinit l'inclusion financière comme une boîte à outils de services financiers et non financiers adaptables, tels que l'épargne, l'assurance, les transferts de fonds et le soutien consultatif, adaptés aux réalités des économies rurales et à leurs transitions (FIDA, 2021).

1.2 CONSIDERATIONS CLES POUR L'INCLUSION FINANCIERE ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

i. Définitions clés

L'inclusion financière signifie que les particuliers et les entreprises ont accès à des produits et services financiers abordables qui répondent à leurs besoins, fournis de manière responsable et durable, et les utilisent. L'inclusion financière est un catalyseur pour la réalisation de sept des 17 Objectifs de développement durable (ODD). Elle favorise la croissance économique et l'emploi, favorise

l'autonomisation économique des femmes et contribue à l'élimination de la pauvreté. Des produits et services financiers abordables, tels que les transactions, les paiements, l'épargne, le crédit et l'assurance, aident les individus à gérer les risques, à créer du patrimoine et à investir dans les entreprises (Banque mondiale, Panorama de l'inclusion financière, 2025).

¹Site web [du Groupe de la Banque mondiale](#).
[Comprendre la pauvreté / Thèmes / Inclusion financière](#)

L'IFR vise à garantir l'accès et le recours à des services financiers abordables en milieu rural. Ces zones ont besoin de services financiers pour répondre à un large éventail d'activités économiques et de ménages. Il s'agit notamment de services financiers soutenant les activités agricoles et non agricoles, ainsi que de services de microfinance et de services financiers à moyenne et grande échelle. (OIT, 2019)

La finance inclusive signifie que les particuliers et les entreprises ont accès à une large gamme de produits et services financiers utiles et abordables, répondant à leurs besoins et fournis de manière responsable et durable, sans exclusion fondée sur la localisation (urbaine ou rurale, le niveau de revenu ou la fragilité du pays), le sexe, l'âge, le niveau de revenu et d'autres caractéristiques socioéconomiques. La finance inclusive couvre les besoins d'un large éventail de personnes et d'entreprises, allant du crédit aux paiements, en passant par l'épargne, la gestion des risques et l'assurance (FIDA, 2021).

La finance rurale inclusive est un sous-ensemble de la finance inclusive qui cible les populations rurales, les organisations et les entreprises actives dans l'agriculture (notamment l'élevage, la pêche et le pastoralisme) et les activités non agricoles. Les bénéficiaires de l'IFR travaillent généralement dans les systèmes alimentaires en tant qu'entrepreneurs, chefs d'entreprise, employeurs, salariés ou travailleurs indépendants (FIDA, 2021).

Pour parvenir à l'inclusion financière, la première étape consiste à connecter les particuliers et les entreprises au secteur financier. Effectuer ou recevoir des paiements numériques ou disposer d'un compte d'épargne de base constitue souvent le premier contact entre les citoyens, les ménages ou les entreprises et le secteur financier. C'est également une première

occasion de découvrir d'autres services financiers.

- ii. **L'inclusion financière est un moyen pour parvenir à une fin, et non une fin en soi .**

L'inclusion financière a un impact positif sur la croissance économique, la réduction de la pauvreté et l'atténuation des inégalités. Français Azimi (2022) conclut que l'inclusion financière est un moteur clé de la croissance économique, alimentant un développement rapide, sur la base des données de l'Enquête sur l'accès aux services financiers et des Indicateurs du développement dans le monde (FMI-Banque mondiale) pour la période 2002-2020. De même, Tabash et al. (2024) analysent les données des économies africaines fragiles et post-conflit (FPCA), montrant que l'inclusion financière stimule les activités productives et stimule la croissance économique, tandis que les facteurs sociopolitiques tels que l'éducation, la gouvernance et l'espérance de vie renforcent encore cette relation. En outre, Abdullah et Kazuo (2020) examinent 116 pays en développement (2004-2016) à l'aide d'un indice composite d'inclusion financière et trouvent des preuves solides qu'une inclusion financière plus élevée est corrélée à des taux de pauvreté significativement plus faibles et à une répartition des revenus plus équitable.²

L'inclusion financière génère des effets positifs aux niveaux microéconomique et macroéconomique. Au niveau microéconomique, l'accès au microcrédit a facilité la création et la croissance des entreprises, tandis que les mécanismes d'épargne ont aidé les ménages à gérer les fluctuations de trésorerie et à investir dans des actifs. L'assurance s'est avérée un outil essentiel de gestion des risques, en particulier dans le secteur agricole. Au niveau

² Cependant, les données ne sont pas toutes uniformément positives. Une « revue des revues » exhaustive (synthétisant les résultats de nombreuses micro-études) a conclu que les effets des services

financiers sur les indicateurs de pauvreté tels que le revenu ou la consommation tendent à être **faibles et varient selon les groupes et les contextes (Duvendack et Mader, 2019)**.

macroéconomique, l'article constate une corrélation positive entre l'inclusion financière, la croissance économique et l'emploi, et un meilleur accès aux services financiers contribue également à une plus grande stabilité financière (Cull et al., 2014 ; Dabla - Norris et al., 2015).

Un meilleur accès aux services financiers favorise le développement humain. Des données issues d'Afrique montrent qu'un meilleur accès aux services financiers a contribué à réduire la pauvreté et à assurer une répartition plus équitable des revenus. L'inclusion financière favorise la stabilité financière en augmentant le crédit bancaire au secteur privé. Ces résultats suggèrent que l'élargissement de l'inclusion financière, principalement par un meilleur accès aux services bancaires et au crédit, peut stimuler le développement économique et réduire les disparités (Khan et al., 2021).

L'inclusion financière a un impact positif sur l'éradication de la faim, l'égalité des sexes et la croissance économique. Yap et al. (2023) ont examiné la corrélation entre l'inclusion financière et sept Objectifs de développement durable (ODD) clés dans 76 pays entre 2017 et 2020. Leurs conclusions indiquent que l'inclusion financière est positivement corrélée à l'éradication de la faim, à l'égalité des sexes et à la croissance économique. Parallèlement, ses effets sur d'autres ODD peuvent dépendre de facteurs tels que la littératie financière et les infrastructures.

L'inclusion financière améliore la santé financière globale. Un meilleur accès aux services bancaires et au crédit accroît la probabilité d'adopter de saines pratiques financières. Par exemple, l'accès à une variété de produits financiers permet de constituer un fonds d'urgence pour faire face aux dépenses imprévues, de réduire la dépendance aux dettes à taux d'intérêt élevé en accédant à un crédit plus abordable, et d'investir dans des

objectifs à long terme tels que l'éducation, l'accession à la propriété ou l'épargne-retraite. Ces actions améliorent la résilience économique personnelle et conduisent à une plus grande stabilité financière globale. L'inclusion financière est l'un des quatre facteurs clés de la santé financière (UNSGSA, 2021).

Transférer son épargne sur un compte bancaire présente plusieurs avantages économiques. La numérisation de l'épargne profite à la fois à ceux qui envoient et à ceux qui reçoivent des paiements, améliorant l'efficacité et la commodité en réduisant les coûts et en simplifiant les transactions, ce qui se traduit par des revenus plus élevés. En revanche, l'épargne formelle, gérée par l'intermédiaire des banques ou d'autres institutions financières, offre plusieurs avantages par rapport aux espèces conservées à domicile. Tout d'abord, elle est beaucoup plus sûre, car l'argent liquide conservé à domicile est vulnérable au vol. Elle favorise également une meilleure gestion de l'argent en réduisant les achats impulsifs et en limitant les demandes de la famille et des amis, tout en garantissant une plus grande confidentialité (BFA, 2018).

Les comptes d'épargne peuvent offrir des avantages encore plus importants aux femmes. Ils leur permettent de mieux contrôler leurs finances et d'empêcher les autres d'accéder à leur épargne. Cela leur permet d'épargner plus efficacement et de prendre des décisions au sein du foyer. De plus, emprunter auprès d'une institution financière permet de se libérer de la dépendance aux fonds des proches, offrant souvent des conditions plus avantageuses (BFA, 2018).

L'accès au crédit et à l'épargne permet aux populations de gérer les risques, améliorant ainsi la sécurité alimentaire. Des données empiriques issues de pays en développement montrent qu'un meilleur accès

aux services financiers, notamment au crédit et à l'épargne, réduit la pauvreté et renforce la gestion des risques et la sécurité alimentaire (Arshad, 2022). De plus, Yasmin et al. (2023) soulignent l'importance de l'inclusion financière comme facteur clé du renforcement de la résilience aux crises futures, d'autant plus que la pandémie de COVID-19 a exacerbé l'insécurité alimentaire en perturbant les chaînes d'approvisionnement alimentaire.

L'inclusion financière facilite la consommation et nous permet de mieux faire face aux chocs externes. Les services financiers peuvent atténuer l'impact des chocs négatifs en réduisant la volatilité des flux de trésorerie, en facilitant le maintien de niveaux de consommation minimum et en réduisant le besoin potentiel de désinvestir dans l'éducation ou la santé (Demirguc-Kunt et al., 2017).

L'inclusion financière favorise la stabilité des systèmes bancaires en réduisant la dépendance à des financements volatils et en soutenant la croissance économique. Par exemple, Alvi et al. (2020) ont constaté en Asie du Sud qu'un meilleur accès aux services bancaires, notamment à une gamme plus large de produits financiers, réduit la dépendance à des financements de gros instables tout en augmentant la fiabilité des dépôts de détail.

Leur étude a également montré qu'une plus grande inclusion financière facilite l'accès des petites entreprises au financement, stabilisant ainsi davantage le secteur bancaire. De même, Van et al. (2020) ont démontré que les pays asiatiques bénéficiant d'une plus grande inclusion financière sont mieux préparés à affronter les crises financières grâce à une épargne accrue, une clientèle plus large et une moindre dépendance aux capitaux externes coûteux. Par conséquent, les décideurs politiques devraient promouvoir l'inclusion financière afin de bâtir des systèmes bancaires résilients, tout en gérant

avec prudence les risques associés à l'augmentation de l'endettement des populations à faibles revenus et mal desservies.

Ozturk et Tarazi (2020) ont trouvé des preuves supplémentaires de l'effet stabilisateur de l'inclusion financière sur le système bancaire européen. Les auteurs ont constaté qu'un meilleur accès aux services financiers, en particulier pour les groupes défavorisés tels que les jeunes, les personnes peu instruites, les chômeurs et les populations rurales, réduit considérablement le risque de défaut bancaire. En élargissant la clientèle, l'inclusion financière diversifie les pools de risques des banques, améliorant ainsi la stabilité économique.

L'inclusion financière génère des effets positifs aux niveaux microéconomique et macroéconomique. Au niveau microéconomique, l'accès au microcrédit a facilité la création et la croissance des entreprises, tandis que les mécanismes d'épargne ont aidé les ménages à gérer les fluctuations de trésorerie et à investir dans des actifs. L'assurance s'est avérée un outil essentiel de gestion des risques, en particulier dans le secteur agricole. Au niveau macroéconomique, l'article constate une corrélation positive entre l'inclusion financière, la croissance économique et l'emploi, et un meilleur accès aux services financiers contribue également à une plus grande stabilité financière (Cull et al., 2014 ; Dabla - Norris et al., 2015).

iii. Offre et capacités permettant l'utilisation de produits et services financiers

Pour être efficaces, les produits financiers doivent être conçus pour répondre aux besoins spécifiques des groupes cibles. Selon Demirguc-Kunt et al. (2017), une plus grande inclusion financière est entravée par

des coûts de transaction élevés, une infrastructure financière inadéquate et le besoin de produits personnalisés.

Inclusion financière Elle doit offrir un ensemble de produits et services sur mesure, utilisables efficacement. Les populations rurales, par exemple, ont besoin de plus que de simples crédits : elles ont besoin d'épargne, d'assurance, de systèmes de paiement et d'outils de transfert de fonds pour répondre à leurs divers besoins financiers. En ce sens, l'inclusion financière peut être considérée comme une boîte à outils permettant à chacun de choisir et de se doter des outils financiers spécifiques dont il a besoin. Tous les outils ne conviennent pas à tous ; chacun doit utiliser uniquement les ressources dont il a réellement besoin, qu'il comprend et qu'il peut utiliser efficacement.

L'éducation et la sensibilisation financières sont des facteurs clés de l'inclusion financière, en particulier dans les zones rurales. Une étude de cas menée en Inde a révélé que l'éducation financière, associée aux conseils des conseillers financiers, influence significativement l'inclusion des ménages ruraux dans les systèmes financiers formels. Les conseillers contribuent à renforcer la confiance dans les institutions financières et influencent les comportements économiques. Le rôle des campagnes d'éducation financière communautaires menées par des conseillers dans la promotion de comportements financiers inclusifs est également souligné (Dash et al., 2024).

À cet égard, la promotion de l'éducation financière communautaire et l'adaptation des produits financiers aux besoins spécifiques des populations rurales constituent des stratégies clés pour améliorer l'inclusion financière. En analysant les défis et les opportunités d'amélioration de l'inclusion financière en zones rurales, le Partenariat pour l'inclusion

financière (2022) a souligné l'importance d'adapter les produits et services financiers pour répondre à ces besoins, en mettant l'accent sur l'accessibilité, l'abordabilité et la réduction des obstacles tels que le manque de connaissances financières et de confiance dans les systèmes financiers formels.

Les politiques efficaces doivent s'appuyer sur une compréhension des besoins des femmes et proposer des solutions adaptées. Les femmes rurales sont souvent confrontées à des flux de revenus informels et irréguliers, ainsi qu'à des obstacles culturels, sociaux et juridiques, tels qu'un accès limité à la terre ou à des garanties, qui entravent leur accès au crédit. Les femmes des zones rurales sont également contraintes par la dynamique familiale, qui peut limiter leur autonomie financière. Malgré ces difficultés, les femmes rurales utilisent des services financiers formels et informels, tels que les comptes chèques et les paiements de l'État à la personne (Women's Monde Banque , 2023). Cela nécessite des approches sensibles au genre pour répondre aux défis financiers spécifiques auxquels sont confrontés les femmes et d'autres groupes marginalisés (CGAP et al., 2024).

iv. **L'IFR va au-delà du financement agricole et devrait apporter un soutien solide aux activités agricoles.**

Il Français Le secteur rural est de plus en plus diversifié . Bien que l'agriculture reste une source majeure d'emploi et de production, des études récentes estiment qu'environ 857 millions de personnes sont employées principalement (pas nécessairement à temps plein ou exclusivement) dans l'agriculture, avec 375 millions supplémentaires travaillant dans des emplois non agricoles au sein des systèmes agroalimentaires (Davis et al., 2023). L'économie rurale non agricole est largement reconnue comme une voie clé pour

sortir de la pauvreté rurale (Banque mondiale, 2008). Les études montrent systématiquement que les ménages impliqués dans un emploi non agricole ont tendance à avoir des revenus plus élevés que ceux qui dépendent exclusivement de l'agriculture. Au début du 21^e siècle, l'emploi rural non agricole représentait environ 30 % des emplois à temps plein en Asie et en Amérique latine, 20 % en Afrique de l'Ouest et du Nord et 10 % en Asie (Haggblade et al., 2010). Si l'on inclut l'emploi dans les petites villes, les emplois non agricoles ajoutent 10 % à 15 % supplémentaires. Selon les données de 13 pays, l'emploi rural dans le secteur manufacturier augmente d'environ 1 % par an, tandis que l'emploi dans le commerce et les services se développe à un rythme environ trois fois plus rapide (Haggblade et al., 2007).

Les agriculteurs manquent de financement pour leurs investissements à long terme.

Les petits exploitants agricoles ont un accès limité au crédit institutionnel en raison des risques agricoles élevés – tels que le changement climatique et l'incertitude de la production –, du manque de garanties et d'infrastructures inadéquates. En examinant les sources publiques et privées de crédit agricole, Khandker (2018) a souligné le rôle des institutions de microfinance (IMF) et des PBD agricoles. Cependant, il a déclaré que si les IMF ont été efficaces pour accorder des prêts à court terme aux agriculteurs, elles ont eu moins de succès pour soutenir les investissements agricoles à long terme.

L'inclusion financière devrait contribuer à atténuer le risque inhérent au financement des activités agricoles.

Les activités du secteur agricole sont confrontées à des risques corrélés et idiosyncratiques (tant ceux qui sont familiers à tous les acteurs que ceux qui sont spécifiques à chaque activité). Il est essentiel de mettre en œuvre des stratégies pour atténuer ces risques communs. Quelle que soit la garantie fournie par un emprunteur agricole, le taux d'intérêt proposé restera élevé en raison des risques inhérents au secteur. De plus, lorsque le risque climatique

se matérialise, toute institution financière exposée au secteur peut être gravement touchée par des défauts de paiement généralisés sur un important portefeuille de prêts. Ce défi devient encore plus crucial dans un environnement à haut risque climatique. C'est pourquoi les produits d'assurance sont fréquemment complétés par d'autres instruments du secteur public (fonds d'urgence, fonds de secours, aide directe, entre autres) afin de surmonter les risques covariables.

Le financement doit aller au-delà des prêts agricoles traditionnels et inclure des produits financiers innovants, tels que l'assurance et la microfinance, afin d'atténuer les risques.

Le financement agricole et rural doit évoluer pour répondre aux défis de la sécurité alimentaire et soutenir les petits exploitants agricoles des pays en développement. De nouveaux modèles financiers évolutifs, allant au-delà des prêts agricoles traditionnels et incluant des produits innovants tels que l'assurance et la microfinance, sont nécessaires. Bien que l'assurance soit souvent coûteuse et nécessite des efforts budgétaires spécifiques, les institutions financières, tant locales qu'internationales, doivent adopter de nouvelles stratégies pour atteindre les marchés ruraux et stimuler l'investissement dans l'agriculture (Köhn , 2014). Le crédit à lui seul s'est avéré insuffisant pour répondre aux besoins d'investissement des secteurs agricole et rural ; il doit être intégré à un ensemble plus large de services financiers ruraux.

L'assurance joue donc un rôle essentiel dans l'atténuation des risques liés aux prêts agricoles.

Elle atténue les risques inhérents à la production agricole (tels que les fluctuations du marché, les événements météorologiques et les facteurs biologiques). Les recherches montrent qu'elle peut réduire considérablement les niveaux de risque pour les prêteurs et les agriculteurs, facilitant ainsi l'accès au crédit pour les projets agricoles. De plus, l'intégration de l'assurance récolte aux prêts agricoles améliore la stabilité financière

et la capacité de remboursement des agriculteurs. Dans ce contexte, Kajwang (2022) souligne l'importance d'une collaboration efficace entre les assureurs, les institutions financières et les décideurs politiques pour étendre la couverture d'assurance, en particulier pour les petits exploitants agricoles.

L'intégration de la finance inclusive à l'assurance agricole constitue une stratégie efficace pour réduire la pauvreté en milieu rural, notamment lorsque la situation économique s'améliore. Des recherches menées dans les zones rurales du centre et de l'ouest de la Chine ont montré que la finance inclusive et l'assurance agricole réduisent positivement la pauvreté rurale. L'assurance agricole présente un double effet de seuil selon le niveau de développement économique rural. À des niveaux de développement économique plus faibles, l'assurance agricole est moins adéquate, mais à mesure que le revenu disponible augmente, son impact sur la réduction de la pauvreté s'accroît. L'étude souligne également le rôle important de l'urbanisation, de l'aide sociale rurale et des soins de santé en milieu rural dans la réduction de la pauvreté (Li et al., 2023).

L'assurance indicielle, qui lie les paiements à des indicateurs externes tels que les précipitations ou la température, offre une alternative prometteuse aux petits exploitants agricoles. L'assurance récolte traditionnelle pose des défis importants en raison de coûts administratifs élevés, d'asymétries d'information et de la rareté des données. L'assurance indicielle, en revanche, est une solution peu coûteuse qui minimise l'aléa moral et la sélection adverse et peut être mise en œuvre plus efficacement dans les pays en développement où les infrastructures et les données sont souvent rares (Robles, 2021).

Les services financiers numériques (SFN) influencent positivement le

développement agricole, mais des services sur mesure sont nécessaires. Par exemple, les plateformes de paiement mobile telles que M-PESA au Kenya ont considérablement bénéficié aux ménages ruraux en facilitant les transferts de fonds et en améliorant l'accès aux intrants agricoles. Cependant, l'adoption des SFN s'est avérée plus avantageuse pour les agriculteurs commerciaux opérant au sein de chaînes de valeur intégrées que pour les agriculteurs de subsistance. Pour améliorer l'efficacité des SFN dans le développement agricole, il est essentiel de se concentrer sur la segmentation de la clientèle, d'affiner la conception des services et de développer des produits d'épargne et d'assurance adaptés aux besoins spécifiques des agriculteurs (Miller, 2019).

L'assurance agricole, bien que de plus en plus accessible, ne parvient toujours pas à autonomiser les femmes en raison des inégalités persistantes entre les sexes. Timu et Kramer (2023) examinent les dimensions de genre de l'assurance agricole, soulignant d'importantes disparités en termes d'adoption et de bénéfices pour les femmes, dues à un manque de connaissances financières, à l'aversion au risque et aux contraintes culturelles. Bien que ces produits soient de plus en plus accessibles, ils ne parviennent souvent pas à autonomiser les femmes ni à transformer les normes de genre restrictives. Par conséquent, les auteurs plaident pour des programmes d'assurance mieux conçus, qui s'attaquent aux obstacles à la demande et à l'offre, favorisent l'égalité des sexes et intègrent une éducation personnalisée. Ils soulignent également les avantages de combiner l'assurance avec d'autres services de soutien agricole et de tirer parti de l'argent mobile pour améliorer l'accessibilité. Des études de cas au Kenya démontrent comment ces approches ciblées peuvent accroître le contrôle des femmes sur les contrats d'assurance et les indemnités tout en réduisant la charge du travail domestique.

2. L'inclusion financière rurale aujourd'hui

chiffre atteint plus de trois sur dix en Asie de l'Est et dans le Pacifique ainsi qu'en Afrique subsaharienne.

Figure 1 : Environ trois personnes sur cinq dans le monde possèdent au moins un compte bancaire. L'Asie du Sud présente les niveaux les plus élevés pour cet indicateur, tandis que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord présentent les niveaux les plus bas. L'Amérique latine, les Caraïbes et l'Afrique subsaharienne présentent les disparités les plus importantes entre les populations urbaines et rurales en termes de possession de comptes bancaires.

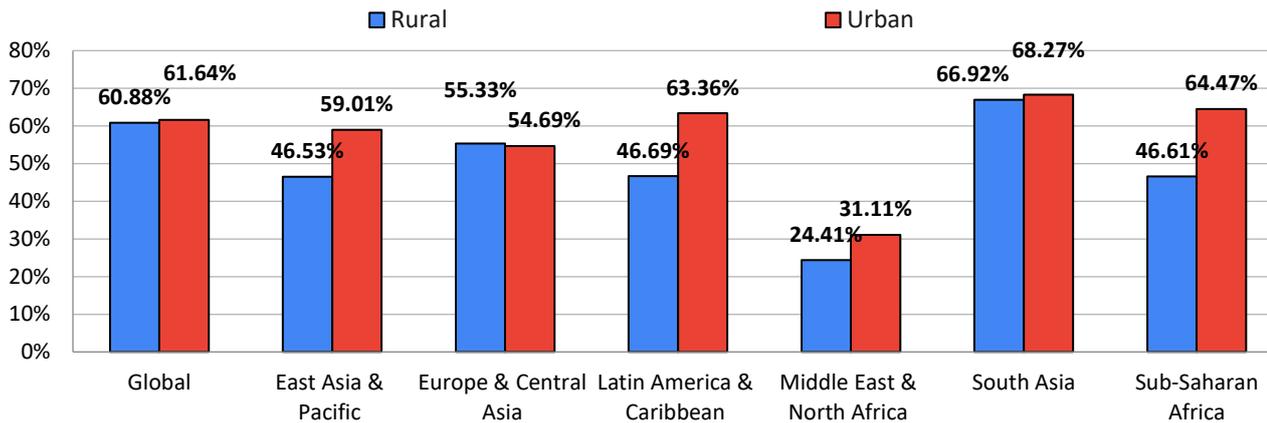
Figure 2 : À l'échelle mondiale, moins d'une personne sur cinq utilise son téléphone ou Internet pour envoyer de l'argent. Cependant, cette proportion atteint près des deux cinquièmes dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne. En revanche, les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord affichent les niveaux les plus bas, un peu plus d'un vingtième.

Figure 3 : Près de deux citoyens sur cinq dans le monde ont effectué ou reçu un paiement numérique. L'Europe et l'Asie centrale se distinguent par des niveaux comparables en zones urbaines et rurales. En revanche, des régions comme l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie de l'Est et le Pacifique, et l'Afrique subsaharienne présentent des disparités importantes dans l'utilisation des paiements numériques entre les populations urbaines et rurales.

Figure 4 : Plus d'une personne sur dix dans le monde bénéficie d'un prêt auprès d'une institution financière ou d'un compte mobile. L'Amérique latine et les Caraïbes affichent le taux d'accès aux prêts urbains le plus élevé, atteignant deux personnes sur dix.

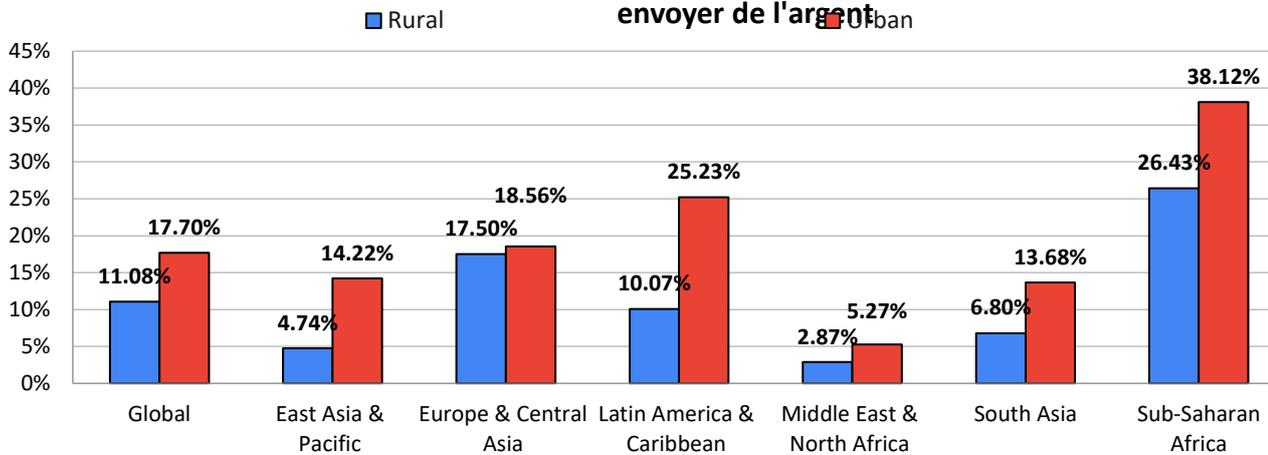
Figure 5 : Près d'un habitant rural sur cinq dans le monde perçoit une rémunération pour la vente de produits agricoles. Cependant, ce

Schéma 1 : Personnes possédant au moins un compte bancaire



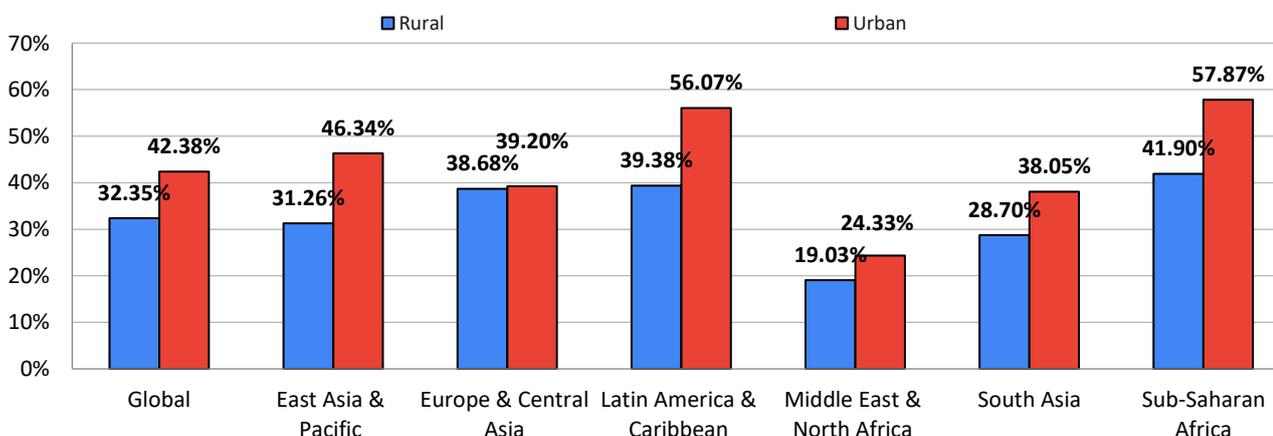
Source : Préparé par les auteurs. Global
Findex

Schéma 2 : Personnes ayant utilisé un téléphone portable ou Internet pour envoyer de l'argent



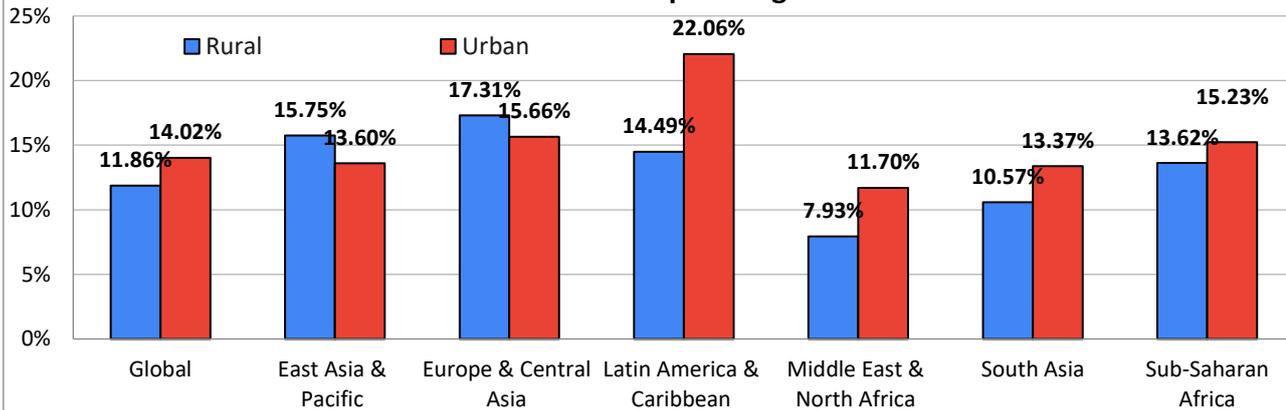
Source : Préparé par les auteurs. Global
Findex

Diagramme 3 : Personnes ayant effectué ou reçu des paiements numériques



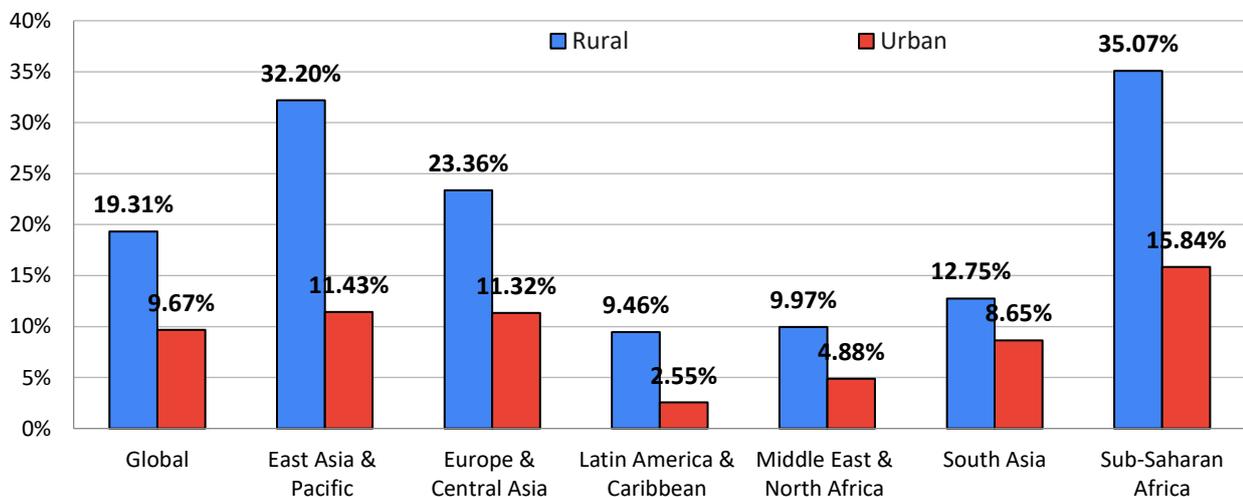
Source : Préparé par les auteurs. Global
Findex

Schéma 4 : Emprunter de l'argent auprès d'une institution financière formelle ou utiliser un compte d'argent mobile



Source : Préparé par les auteurs. Global Findex

Régime 5 : Personnes ayant reçu des paiements pour la vente de produits agricoles, de bétail ou de récoltes



Source : Préparé par les auteurs. Global Findex

3. Pourquoi l'inclusion financière rurale est-elle un objectif pertinent pour les banques publiques de développement ?

Les banques de développement sont particulièrement bien placées pour impulser une IFR transformatrice en agissant comme bâtisseuses de marché et en comblant le fossé entre les systèmes financiers formels et les communautés rurales mal desservies. Leur avantage comparatif réside dans leur forte présence territoriale, leur expertise sectorielle et leur mandat public, qui s'aligne naturellement sur les principes de finance rurale inclusive du FIDA. Les banques publiques de développement (BPD) peuvent favoriser l'innovation en soutenant les organisations financières communautaires (OFC), en pilotant des produits financiers résilients au climat, tels que l'assurance indicielle, et en tirant parti du financement mixte pour attirer des capitaux privés. De plus, elles sont bien équipées pour coordonner leurs efforts avec les régulateurs publics et les acteurs privés émergents, tels que les fintechs et les PME agricoles, afin de créer des environnements propices à un impact durable. En adoptant une approche plus ciblée et axée sur l'impact, les BPD peuvent jouer un rôle essentiel de moteur d'une transformation rurale inclusive, résiliente et équitable (FIDA, 2021).

L'inclusion financière rurale améliore l'écosystème économique et accroît les moyens de subsistance en milieu rural : les produits financiers sont essentiels pour permettre aux habitants des zones rurales de s'adapter aux effets du changement climatique sur leurs activités génératrices de revenus et de les gérer. Les

environnements ruraux et toutes les activités productives qui y sont menées pourraient grandement bénéficier d'une plus grande inclusion financière. Si le crédit, et en particulier le crédit agricole pour le fonds de roulement, ont traditionnellement retenu l'attention en finance rurale, l'inclusion financière élargit la gamme des produits et services financiers ruraux pertinents. Différents types d'instruments d'épargne, d'assurance et de gestion des risques, de paiements, de transferts de fonds et d'autres services complètent les outils nécessaires pour accompagner les citoyens ruraux dans leur parcours de développement.

Cependant, l'inclusion financière dans les zones rurales tend à être plus faible qu'en milieu urbain et nécessite des interventions ciblées pour surmonter les contraintes qui expliquent ces différences.

L'inclusion financière dans les zones rurales est souvent inférieure à celle des zones urbaines en raison de l'isolement géographique, des infrastructures limitées et des niveaux inférieurs de connectivité numérique. Les communautés rurales peuvent avoir moins de services bancaires traditionnels et un accès limité à l'éducation financière, ce qui rend difficile leur participation au système financier formel. Pour combler cet écart, des interventions ciblées sont nécessaires, telles que la mise en œuvre de solutions bancaires mobiles, la création d'agents financiers locaux et la conception de produits financiers adaptés aux besoins ruraux. Ces mesures peuvent contribuer à surmonter les contraintes existantes et à promouvoir une croissance économique plus inclusive dans les zones rurales.

Les banques de développement sont des bailleurs de fonds essentiels pour l'agriculture. L'agriculture, qui demeure une activité économique essentielle dans les zones rurales (production de denrées alimentaires et de produits d'exportation essentiels, création d'emplois importants et

ancrage de divers prestataires de services dans la chaîne de valeur agricole), est sous-développée dans la plupart des pays du Sud et reste donc sous-financée. Sans crédit agricole suffisant, le développement agricole ne sera pas possible.

Les BPD sont essentielles pour libérer le potentiel économique rural. Institutions financières clés des écosystèmes ruraux et agricoles, elles peuvent impulser des changements transformateurs en favorisant l'inclusion financière. **Leur** rôle unique consiste à combler le fossé entre les populations rurales mal desservies et les services financiers, créant ainsi une économie rurale plus équitable et résiliente. Les BPD dotées d'infrastructures physiques sont souvent présentes en milieu rural pour servir directement les acteurs locaux (particuliers, organisations sociales et micro, petites et moyennes entreprises) et influencer les politiques et investissements régionaux et nationaux qui impactent les conditions rurales.

3.1 QUE FAUT-IL POUR ETENDRE L'INCLUSION FINANCIERE RURALE ?

L'expansion des services financiers nécessite des infrastructures, des réseaux d'agents, un soutien au crédit, une éducation financière et des alliances stratégiques. La littérature identifie plusieurs facteurs clés pour l'expansion des services financiers. Le renforcement des infrastructures physiques et numériques est essentiel pour améliorer l'accès, tandis que l'élargissement de la portée des agents bancaires et non bancaires améliore la fourniture de services financiers dans les zones reculées (paiements numériques, épargne, crédit, assurance). Les garanties de crédit, les lignes de crédit et les mécanismes de garantie alternatifs contribuent à atténuer les risques de crédit et à rendre le financement plus accessible aux populations rurales. La formation à l'éducation financière et

numérique, ainsi que le renforcement des capacités des organismes et intermédiaires financiers, permettent également aux utilisateurs d'interagir efficacement avec les services financiers. Enfin, favoriser les réseaux, la coordination et les alliances stratégiques, comme les partenariats entre les institutions financières et les entreprises de technologie financière, peut stimuler l'innovation et améliorer l'efficacité des services dans les zones rurales (Alliance pour l'inclusion financière, 2022).

Des infrastructures sont nécessaires pour surmonter les obstacles tels que les problèmes de connectivité, le manque de connaissances financières et le coût élevé des outils numériques. Bien que Miller (2019) ait constaté un impact positif des services financiers numériques sur le développement agricole, il conclut que des investissements et des partenariats stratégiques sont nécessaires pour construire des infrastructures de marché et surmonter les obstacles susmentionnés. Demircuc-Kunt et al. (2017) soutiennent que la réalisation d'une plus grande inclusion financière est entravée par des facteurs tels que les coûts de transaction élevés, l'insuffisance des infrastructures financières et le besoin de produits personnalisés. Les options politiques pour surmonter ces obstacles comprennent la promotion des identifiants numériques, des paiements numériques et des infrastructures mobiles partagées pour accroître l'accès dans les zones reculées (CGAP et al., 2024).

L'expansion des réseaux d'agents améliore l'accès aux services financiers dans les zones rurales. L'expansion du RFI nécessite un réseau plus large d'agents bancaires et non bancaires pour étendre la couverture des services financiers dans les zones reculées. Les services bancaires par agents et les fournisseurs de services d'argent mobile contribuent à combler le manque des banques traditionnelles en offrant des services essentiels tels que les dépôts, les retraits et

l'accès au crédit. Le renforcement de ces réseaux améliore la capillarité, rendant les services financiers plus accessibles, plus pratiques et plus rentables pour les populations rurales.

Si les services bancaires par agents sont essentiels pour étendre l'inclusion financière, leur expansion nécessite de meilleures infrastructures, des coûts réduits et une réglementation favorable.

Seifert (2024) a constaté que leur expansion a considérablement amélioré l'accès aux services financiers en Tanzanie, où 89 % de la population vit actuellement à moins de 5 km d'un point d'accès financier, bien que la pénétration rurale reste faible. Cependant, des défis tels que la couverture limitée des réseaux 3G et 4G, le coût élevé des terminaux de point de vente et autres outils financiers, ainsi que les contraintes de capital pour les agents continuent d'entraver la poursuite de la croissance. L'auteur suggère que des ajustements réglementaires, tels que l'autorisation pour les prestataires de services financiers numériques non bancaires d'émettre de la monnaie électronique et l'assouplissement des exigences de capital pour les agents ruraux, pourraient contribuer à étendre leur portée.

Les garanties et les lignes de crédit réduisent les risques et améliorent l'accès au financement en milieu rural. Elles sont essentielles à l'expansion du FIR en réduisant les risques de crédit et en améliorant l'accès au financement pour les petits agriculteurs et les entrepreneurs ruraux. Les garanties contribuent à atténuer le risque de défaut, incitant les institutions financières à accorder des crédits aux populations mal desservies, tandis que les lignes de crédit fournissent les liquidités nécessaires au soutien des cycles agricoles et des entreprises rurales. Ces mécanismes améliorent la stabilité financière, favorisent l'investissement et stimulent la croissance économique en milieu rural.

La formation des individus et le renforcement des capacités des institutions financières sont essentiels pour des services financiers efficaces et durables. L'expansion des services financiers nécessite une formation ciblée aux compétences financières et numériques afin de permettre aux individus d'utiliser efficacement ces services. De plus, le renforcement des capacités des organisations et des intermédiaires financiers améliore leur aptitude à concevoir, proposer et déployer des produits financiers inclusifs. Le renforcement de ces capacités permet aux utilisateurs et aux prestataires de s'y retrouver et de les optimiser, favorisant ainsi un meilleur accès et une croissance durable dans les zones rurales.

Les partenariats stratégiques entre institutions financières et entreprises de technologie financière améliorent les services financiers. L'expansion des services financiers nécessite des réseaux solides, une coordination et des partenariats entre institutions financières et entreprises de technologie financière. Ces partenariats améliorent la prestation de services, exploitent la technologie pour atteindre les zones mal desservies et créent des produits financiers innovants adaptés aux besoins ruraux. Une meilleure collaboration garantit une efficacité, une accessibilité et une évolutivité accrues des services financiers dans les communautés rurales.

Une collaboration intersectorielle est nécessaire pour surmonter les obstacles à l'inclusion financière. Pour surmonter les obstacles importants qui subsistent pour atteindre financièrement les populations du dernier kilomètre, notamment l'accès limité aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et aux infrastructures numériques publiques (IDP), une collaboration intersectorielle entre les

régulateurs financiers, les autorités des TIC et le secteur privé est nécessaire pour garantir que les services financiers atteignent les plus vulnérables (CGAP et al., 2024).

Des cadres politiques solides, le soutien des gouvernements et des partenariats avec les institutions financières locales sont nécessaires pour garantir l'accès des populations rurales aux services financiers essentiels. Une approche globale, incluant des mesures agissant à la fois sur l'offre et sur la demande, est nécessaire pour garantir des systèmes financiers durables et inclusifs dans les zones rurales (Partenariat pour l'inclusion financière, 2022).

3.2 POURQUOI EST-CE PERTINENT POUR LES AGRI- PDB ?

Une plus grande inclusion financière en milieu rural peut se traduire par cinq caractéristiques clés. Premièrement, elle améliore la résilience et réduit les risques en fournissant aux particuliers et aux entreprises de meilleurs outils financiers pour gérer l'incertitude. Deuxièmement, elle élargit et diversifie les opportunités économiques, améliorant ainsi les moyens de subsistance en milieu rural grâce à un meilleur accès au crédit, à l'épargne et à l'assurance. Troisièmement, à mesure que les services financiers deviennent plus accessibles, les clients ruraux développent une meilleure éducation financière et de meilleurs outils d'aide à la décision, leur permettant de gérer leurs ressources plus efficacement. Quatrièmement, l'inclusion financière réduit les coûts de transaction, rendant les services financiers plus efficaces et accessibles. Enfin, elle renforce la connectivité des clients, leur

permettant de générer, de partager et d'utiliser toujours plus d'informations, renforçant ainsi les écosystèmes économiques ruraux.

Promouvoir l'inclusion financière est une stratégie permettant aux pays en développement d'atteindre des objectifs économiques, sociaux et environnementaux plus vastes. L'inclusion financière permet aux communautés rurales d'améliorer leurs revenus, de gérer les risques et de renforcer leur résilience en temps de crise en facilitant l'accès aux services financiers.

Les banques de développement agricole jouent un rôle essentiel dans l'atténuation des risques financiers du secteur agricole en offrant des garanties et en collaborant avec le secteur des assurances. Par exemple, des institutions telles que FIRA et FINAGRO en Amérique latine³, NIRSAL au Nigéria et GIRSAL au Ghana ont apporté le soutien nécessaire.⁴ En s'associant aux assureurs, ces banques facilitent l'accès à l'assurance agricole pour les petits producteurs ruraux, protégeant ainsi les investissements et favorisant le développement durable du secteur agricole.

Malgré leur taille et leurs caractéristiques uniques, les BPD jouent un rôle crucial dans le secteur rural. Leur performance reflète fidèlement la situation globale des économies rurales et de l'agriculture. Un écosystème économique rural plus fort génère de meilleurs résultats et de plus grandes opportunités de croissance. De plus, un meilleur accès des clients aux services financiers et une meilleure information permettent aux BPD de prendre des décisions plus éclairées et plus efficaces en matière d'allocation des ressources.

³FIRA est une institution de la Banque du Mexique qui fournit des financements aux agriculteurs et aux éleveurs (<https://www.fira.gob.mx>), et FINAGRO est une banque de développement qui promeut le secteur rural colombien (<https://www.bancoagrario.gov.co/finagro>).

⁴NIRSAL Plc est spécialisé dans la gestion des risques agricoles, la facilitation financière et le développement de projets agro-industriels au Nigéria (<https://nirsal.com/>), et GIRSAL fournit des garanties de risque de crédit aux institutions financières pour augmenter les prêts au secteur agricole au Ghana (<https://www.girsal.com/>).

Les PMA sont essentiels pour remédier aux défaillances des marchés financiers, promouvoir la transformation structurelle et soutenir le développement durable. Les PMA ont connu un regain d'intérêt après la crise financière mondiale de 2008. Xu et al. (2021) identifient plus de 500 PMA et institutions de financement du développement (IFD) dans 150 pays. Ces institutions détiennent collectivement des actifs totalisant 18 700 milliards de dollars, soit environ 10 % de l'investissement mondial. Les PMA et les IFD varient considérablement en termes de mandats, de structures de propriété et de portée géographique. Les résultats soulignent l'importance croissante de ces institutions pour remédier aux défaillances du marché, stimuler la transformation structurelle et promouvoir le développement durable.

Il a été démontré que les DBA jouent un rôle contracyclique essentiel en période de crise, en finançant des projets conformes aux Objectifs de développement durable (ODD) et à l'Accord de Paris. Bilal (2021) explore l'évolution historique des DBA en Europe, soulignant leur rôle clé dans le financement du développement à long terme et la promotion de la transformation socio-économique. Il se concentre sur trois banques nationales de développement d'Europe centrale (AFD, KfW et CDP) et l'évolution de leurs stratégies pour s'aligner sur les objectifs de développement de l'UE. L'article souligne également le besoin croissant de coopération entre les institutions financières européennes, notamment dans le cadre de l'initiative « Team Europe », qui favorise un financement du développement transfrontalier plus intégré et plus efficace. La conclusion souligne l'importance stratégique des DBA pour le financement du développement et comme outils d'influence diplomatique et géostratégique, promouvant les valeurs et les intérêts européens à l'échelle mondiale. Les pays en développement du Sud devraient repenser leur rôle géopolitique et contracyclique, en intégrant ces mandats dans les objectifs globaux en tant qu'objectifs stratégiques, renforçant ainsi leur rôle en tant

qu'instruments de politique publique de soutien au développement.

Les banques multilatérales de développement (BMD) jouent un rôle essentiel dans le financement de l'adaptation au changement climatique des petits exploitants agricoles. Lipper et al. (2021) soutiennent que si les BMD sont des acteurs clés du financement des projets d'adaptation, les engagements financiers actuels sont insuffisants pour répondre aux besoins croissants des petits exploitants agricoles et des communautés rurales. Les auteurs soulignent la nécessité d'intensifier le financement climatique et d'en améliorer l'accès grâce à des mécanismes tels que le financement mixte, qui peuvent attirer les investissements du secteur privé tout en relevant les défis uniques de l'adaptation agricole. Si les BMD sont bien placées pour coordonner ces efforts, des mesures supplémentaires sont nécessaires pour rationaliser les processus de financement, réduire les coûts de transaction et garantir que les ressources parviennent aux populations les plus vulnérables. L'étude souligne également l'importance des structures de financement adaptatives pour l'agriculture paysanne. Elle souligne que l'alignement des mécanismes financiers sur les objectifs de l'Accord de Paris sera essentiel pour parvenir à la résilience à long terme des systèmes alimentaires. Les BMD fournissent également des ressources concessionnelles aux banques multilatérales de développement et une assistance technique pour améliorer leur efficacité, leur portée et leur efficacité. De plus, elles jouent un rôle dans la promotion des échanges entre pairs et l'ouverture de dialogues politiques sectoriels.

Les banques de développement sont particulièrement bien placées pour contribuer au financement de la réalisation des objectifs de développement durable. Marodon (2020) soutient que cela est dû à leur double rôle de fournisseur de financements publics et de mobilisation de financements privés. Les banques de développement peuvent mener la transition vers des modèles

socio-économiques sobres en carbone, résilients et équitables, mais cela nécessite une approche systémique, inclusive et à long terme. L'auteur souligne la nécessité d'une coordination étroite entre les banques de développement internationales, régionales et nationales pour relever efficacement les défis mondiaux tels que le changement climatique, la perte de biodiversité et les inégalités. Pour renforcer leur impact sur le développement durable, l'étude propose cinq recommandations clés : (1) intégrer la durabilité dans les décisions de financement ; (2) mobiliser et coordonner les financements privés ; (3) orienter les fonds vers des projets axés sur la transition ; (4) favoriser une demande responsable d'investissements durables ; et (5) constituer une coalition mondiale de banques de développement pour renforcer la coopération multilatérale.

La collaboration entre le gouvernement, les institutions financières et les autres parties prenantes est nécessaire pour concevoir des produits adaptés aux besoins spécifiques des ménages ruraux et des petits exploitants agricoles. La Banque de Zambie (2012) souligne la nécessité d'une stratégie globale de financement rural utilisant la technologie pour améliorer la prestation de services financiers, atteindre les populations marginalisées, promouvoir le financement agricole et favoriser l'éducation financière.

3.3 L'AVANTAGE COMPARATIF DES BPD DANS LE SOUTIEN AU FINANCEMENT RURAL

Les BPD mettent à profit leur expertise financière, leur influence politique, mobilisent et optimisent les ressources du secteur public en faveur des zones rurales et bénéficient d'une présence territoriale clé (présence physique) pour favoriser l'inclusion financière. Les BPD disposent d'un avantage comparatif unique dans le soutien à l'IFR grâce à leur rôle polyvalent de prestataires financiers, d'évaluateurs de

produits et d'influenceurs réglementaires, ainsi qu'à leur rôle dans la mobilisation et l'augmentation des ressources publiques pour les activités rurales et agricoles. Leur capacité à tester des solutions financières sur le terrain permet le développement de produits sur mesure. Parallèlement, leurs relations étroites avec le secteur public leur permettent d'élaborer des politiques et de stimuler les investissements qui renforcent les écosystèmes financiers ruraux. De plus, les BPD sont profondément ancrées dans les zones rurales, ce qui leur confère un accès direct aux communautés marginalisées et une forte présence institutionnelle pour faciliter l'inclusion financière.

Les BPD sont plus efficaces que les institutions de microfinance (IMF) pour soutenir les investissements agricoles à long terme. Khandker (2018) explore les sources publiques et privées de crédit agricole, notamment le rôle des institutions de microfinance (IMF) et des banques de développement agricole, en fournissant des exemples issus de divers pays en développement et en soulignant que si les IMF ont réussi à accorder des prêts à court terme aux agriculteurs, elles sont moins efficaces pour soutenir les investissements agricoles à long terme.

Des institutions publiques bien gouvernées et à vocation commerciale peuvent jouer un rôle essentiel dans l'expansion des services financiers en période de difficultés économiques. Conroy et al. (2009) soutiennent que les expériences de l'Inde et de la Mongolie montrent comment les banques publiques sous-performantes peuvent être réformées ou restructurées pour devenir des institutions commercialement viables, tout en améliorant efficacement l'accès aux services financiers. D'autre part, l'expérience de la Thaïlande met en évidence les défis et les opportunités auxquels sont confrontés les régulateurs et les

décideurs politiques pour tirer parti des institutions financières spécialisées afin de promouvoir l'inclusion financière. À ce propos, Braverman et al. (1986) soutiennent que l'inefficacité et le manque de responsabilité des institutions financières qui gèrent les programmes gouvernementaux entravent le développement agricole et la réduction de la pauvreté.⁵

4. Quelles mesures sont prises pour promouvoir le financement rural et que peut-on faire de plus ?

Les groupes Única au Pérou autonomisent les communautés rurales grâce à des programmes d'épargne et de crédit dirigés par leurs membres, favorisant l'inclusion financière, l'entrepreneuriat et la résilience économique. Depuis plus de 15 ans, les groupes Única au Pérou, promus par COFIDE, se sont révélés être un outil efficace d'inclusion financière dans les zones rurales ayant un accès limité aux institutions financières formelles. Ces organisations d'épargne et de crédit, dirigées par leurs membres, ont réussi à renforcer les entreprises locales et à créer des emplois, notamment pour les femmes. Chaque Única est créée grâce aux contributions initiales de ses membres, qui mettent en commun leurs ressources pour constituer un fonds commun. Ce fonds sert de base à l'octroi de prêts, que les membres remboursent avec intérêts. Les

bénéfices générés sont réinvestis, permettant ainsi au capital de croître progressivement. À Cajamarca, grâce à un partenariat avec l'Association des Andes (ALAC) et au financement de la société minière Newmont, 289 groupes Unica opèrent actuellement, avec un capital cumulé de plus de 13 millions de soles et près de 5 000 membres. Outre l'amélioration des connaissances financières de leurs membres, ces organisations ont financé des projets agricoles et commerciaux, renforçant ainsi la résilience économique de leurs communautés. Cependant, leur expansion se heurte à des défis, notamment la nécessité d'une formation et d'un accompagnement continu, ainsi que l'intégration au système financier formel pour améliorer leur impact et leur durabilité (Trivelli, 26 juin 2023).

Au Mexique, la FIRA soutient l'IFR par le biais de crédits et de formations, mais doit développer la finance numérique et les partenariats pour surmonter les difficultés. La FIRA, banque de développement de second rang dépendant de la Banque du Mexique, propose des crédits, des garanties, des formations et une assistance technique pour soutenir l'agriculture et l'agroalimentaire en zones rurales. La collaboration avec les banques commerciales, les coopératives de crédit et les coopératives améliore l'inclusion financière des populations marginalisées et promeut des pratiques agricoles respectueuses du climat. Cependant, des défis tels que les économies d'échelle limitées et les obstacles réglementaires persistent. Pour renforcer l'IFR, la FIRA soutient notamment le développement des services financiers numériques, établit des partenariats plus solides avec les institutions locales et met en œuvre des programmes d'éducation

⁵ Braverman et al. (1986) ont analysé l'échec des programmes de crédit rural subventionné dans les pays en développement et ont constaté que, malgré l'octroi de crédits à grande échelle, ces programmes n'ont pas amélioré la production agricole ni réduit la pauvreté. Cela était dû à l'inefficacité et au manque de

responsabilisation des institutions financières créées pour administrer ces programmes. Les auteurs suggèrent que des réformes du marché, notamment une meilleure gestion des institutions financières rurales et des systèmes de supervision améliorés, sont essentielles à l'efficacité des marchés du crédit rural.

financière, ciblant principalement les femmes et les communautés autochtones (Villarreal, 2017).

En Colombie, FINAGRO stimule l'IFR par le biais de financements et de prêts durables face au climat, mais se heurte à des défis d'échelle et de réglementation. Le Fonds pour le financement du secteur agricole (FINAGRO) en Colombie promeut le développement rural en fournissant des financements et un soutien à l'investissement par l'intermédiaire d'intermédiaires financiers. En tant que banque de second rang, elle offre des crédits avantageux pour les projets agricoles, en mettant de plus en plus l'accent sur les prêts durables face au climat. Cependant, les limitations d'échelle et les obstacles réglementaires entravent la pleine inclusion financière. À l'avenir, FINAGRO pourrait développer les services financiers numériques, renforcer les partenariats locaux et proposer des produits financiers sur mesure, notamment pour les femmes et les communautés autochtones, favorisant ainsi une croissance économique inclusive (Green Finance LAC, 2024).

Le NIRSAL stimule l'IFR au Nigéria en réduisant le risque lié aux prêts agricoles, mais doit surmonter des défis réglementaires et d'échelle. Le Système nigérian de partage des risques basé sur les incitations pour les prêts agricoles (NIRSAL Plc), créé par la Banque centrale du Nigéria (CBN) en 2013, améliore le financement agricole en réduisant le risque de prêt et en favorisant l'IFR. S'appuyant sur cinq piliers stratégiques (partage des risques, assurance, assistance technique, incitations et notation), le NIRSAL propose des garanties de crédit, des produits d'assurance et des programmes de renforcement des capacités pour soutenir les investissements agricoles. Cependant, les

limitations d'échelle et les obstacles réglementaires entravent encore la pleine inclusion. À l'avenir, le NIRSAL pourrait développer la finance numérique, renforcer les partenariats financiers et développer des produits personnalisés pour les femmes et les communautés autochtones afin d'assurer une croissance économique plus large et durable (NIRSAL, s.d.). Cette initiative prometteuse a rencontré plusieurs défis lors de sa mise en œuvre, qui ont tous généré des informations précieuses pour les autres CBN et sont essentiels pour améliorer son efficacité.

De même, le programme GIRSAL du Ghana promeut l'IFR en minimisant le risque lié aux prêts agricoles grâce à des garanties de crédit et un soutien technique aux institutions financières. Le Système ghanéen de partage des risques pour les prêts agricoles (GIRSAL) est une institution financière non bancaire créée pour minimiser le risque lié au financement agricole et stimuler l'augmentation des prêts au secteur agricole par les institutions financières ghanéennes. Le GIRSAL fournit des garanties de risque de crédit aux institutions financières afin d'accroître les prêts au secteur agricole ghanéen. Il offre également un soutien technique pour améliorer leurs connaissances et leur compréhension du secteur agricole et renforcer leur capacité à évaluer, structurer et gérer les prêts agroalimentaires (GIRSAL, s.d.).

le CGAP, Sahamati et l'India Post Payments Bank ont lancé une initiative utilisant des outils numériques et des agents ruraux pour simplifier les demandes de prêt, visant à réduire les délais d'approbation de 15 jours à moins de 10 minutes. Début 2022, le CGAP et Sahamati ⁶ et India Post Payments Bank ⁷(IPPB) se sont associés pour élargir l'accès

⁶Sahamati est une alliance industrielle à but non lucratif en Inde qui facilite la mise en œuvre du cadre Account Aggregator (AA).

⁷Il s'agit d'une banque de paiement créée par le service postal indien, exploitant l'infrastructure des services postaux pour les transformer en agents et

aux prêts formels aux ménages ruraux défavorisés en Inde. Le projet s'appuie sur le vaste réseau de 200 000 agents ruraux d'IPPB et intègre les agrégateurs de comptes (AA) d'India Stack .⁸ Connecter les clients, les agents, les prêteurs et les fournisseurs de données. Une fonctionnalité clé est une application mobile de prêt en libre-service qui permet un processus de demande de prêt sans papier, soutenu par les agents de l'IPPB, afin de renforcer la confiance des consommateurs et de garantir une expérience utilisateur fluide. Les résultats préliminaires révèlent que les emprunteurs ruraux trouvent les demandes de prêt traditionnelles lourdes, nécessitant souvent jusqu'à 15 jours et de nombreuses formalités administratives. Malgré ces obstacles, les institutions financières formelles restent privilégiées en raison de leurs taux d'intérêt plus bas et de la fiabilité de leurs décaissements. L'initiative vise à réduire le processus de demande de prêt à moins de 10 minutes, améliorant ainsi considérablement l'accès au crédit formel en zones rurales (Martínez, 2023).

ses partenariats fintech pour favoriser l'inclusion financière et le développement des services bancaires en milieu rural.

Bank Rakyat Indonesia (BRI) est une banque publique spécialisée dans l'agriculture, la finance rurale et le microcrédit, jouant un rôle clé dans l'inclusion financière en Indonésie. Son réseau d'agents étend ses services bancaires aux zones reculées, facilitant les encaissements et les retraits d'espèces, les paiements et les transferts de fonds par l'intermédiaire des commerçants locaux. BRI s'intègre également aux plateformes de paiement numérique et aux fintech , connectant ses agents à des prestataires tiers pour faciliter les transactions. Son application

ouvrant cette plateforme à d'autres prestataires de services financiers.

⁸ India Stack est un ensemble d'initiatives d'infrastructures publiques numériques (IPN) développées par le gouvernement indien pour faciliter les transactions numériques sécurisées,

mobile et son système de compte virtuel facilitent les services bancaires numériques et les paiements par QR code, améliorant ainsi l'interopérabilité. En s'appuyant sur des partenariats avec des sociétés de paiement, BRI comble le fossé entre la banque formelle et l'économie informelle, élargissant l'accès au crédit, à l'épargne et aux services financiers pour les agriculteurs, les microentrepreneurs et les communautés marginalisées.

Tamwil El Fellah (TEF) développe le crédit agricole au Maroc en finançant les petits exploitants agricoles sans garantie, grâce à la gestion des risques et à des partenariats avec les pouvoirs publics.

Tamwil El Fellah (TEF), filiale du Groupe Crédit L'Agricole du Maroc (GCAM, une banque publique marocaine spécialisée dans le financement agricole et rural) a été créée pour combler le déficit financier des agriculteurs dépourvus de garanties traditionnelles, en s'appuyant sur des mécanismes de gestion des risques tels que le Fonds de stabilisation prudentielle (PSF), des structures de garantie alternatives et un système de notation de crédit adapté aux risques agricoles.

Le TEF répond aux défis habituels rencontrés par les petits exploitants agricoles – financement formel limité en raison de la fragmentation de la propriété foncière, risques climatiques élevés et connaissances financières limitées – grâce à des produits de prêt sur mesure, des partenariats avec des agences gouvernementales pour fournir une assistance technique et des structures de remboursement flexibles et adaptées aux cycles agricoles. Ramírez et Hernández (2016) affirment que si le TEF a réussi à élargir l'accès au crédit agricole, des défis majeurs

dématérialisées et sans espèces dans les services financiers, d'identité et de données. Ce projet vise à faciliter l'inclusion financière, à améliorer la prestation des services gouvernementaux et à dynamiser l'économie numérique grâce à des technologies interopérables et évolutives.

subsistent, notamment le renforcement des capacités des agents de crédit, des mécanismes durables de partage des risques et la viabilité financière à long terme. Ce modèle offre des perspectives précieuses pour la mise à l'échelle d'initiatives de financement agricole inclusif dans d'autres économies en développement.

La Banco do Nordeste (BNB) a contribué à la promotion de l'IFR dans le nord-est du Brésil grâce à ses programmes de microfinance CrediAmigo et AgroAmigo , touchant plus de 2 millions de clients, favorisant l'autonomisation des femmes et améliorant les revenus et le bien-être des ménages. La Banco do Nordeste (BNB) a joué un rôle déterminant dans la promotion de l'IFR dans le nord-est du Brésil grâce à ses programmes de microfinance CrediAmigo et AgroAmigo , qui soutiennent les petits exploitants agricoles et les entrepreneurs.

Lancés en 1997, ces programmes utilisent un modèle de prêt solidaire, des montants de prêts progressifs et une assistance technique aux emprunteurs. CrediAmigo est devenu le programme de microcrédit le plus étendu d'Amérique latine, servant plus de 2 millions de clients et maintenant un portefeuille de prêts solide. La BNB gère désormais 60 % du microcrédit brésilien, démontrant ainsi son leadership dans le secteur. Son approche inclusive a considérablement bénéficié aux populations vulnérables : 67 % des clients de CrediAmigo sont des femmes et près de la moitié des bénéficiaires proviennent de ménages bénéficiaires de la Bolsa Família . Des études d'impact confirment que l'accès continu à la microfinance a amélioré les revenus des microentrepreneurs et le bien-être des ménages, illustrant ainsi la manière dont les banques de développement peuvent efficacement étendre les services financiers dans les zones rurales pauvres (Banque

mondiale, 2005). La version microfinance de CrediAmigo , appelée Agroamigo a été un instrument clé pour atteindre les agriculteurs familiaux (Trivelli et Venero, 2007).

Banrural SA est passée avec succès d'une banque agricole publique à une banque rurale rentable et autonome, favorisant l'inclusion financière et maintenant de solides performances financières. Cette étude analyse la transformation de BANDESA, banque publique de développement agricole au Guatemala, en Banrural SA, une banque rurale rentable et autonome. La transition a débuté en 1998 et a introduit la participation du secteur privé et une structure de capital diversifiée, garantissant une discipline financière et une gestion axée sur les affaires. Les résultats soulignent les solides performances financières de Banrural, qui est devenue la troisième banque la plus rentable du Guatemala tout en maintenant sa mission sociale au service des populations rurales. La banque a considérablement étendu sa portée, multipliant les points de service et proposant des produits financiers adaptés aux petits agriculteurs, aux microentreprises et aux communautés autochtones. Elle a mobilisé avec succès l'épargne rurale, garantissant un modèle de financement durable. Les facteurs clés de succès comprennent le leadership, l'expansion géographique, des produits financiers compétitifs et un système de gestion des risques efficace. L'étude conclut que Banrural est une réussite rare dans le secteur bancaire public de développement , démontrant que le financement rural peut être rentable et avoir un impact social (Alfaro, 2003).⁹

La Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural (NABARD) a un impact significatif sur les moyens de subsistance ruraux, la résilience

⁹Une autre étude qui analyse les résultats positifs de Banrural et met en évidence sa gouvernance

innovante peut être trouvée dans Trivelli et Venero (2007).

économique et la prospérité rurale en Inde. Riddhi et al. (2024) examinent le rôle de la NABARD dans l'autonomisation des économies rurales, soulignant ses contributions par le biais d'un soutien financier à l'amélioration des infrastructures rurales, d'initiatives de renforcement des capacités par la promotion de la microfinance et le soutien aux groupes d'entraide (en particulier pour les femmes rurales), de plaidoyer politique et de promotion de pratiques durables, notamment l'agriculture biologique, les pratiques résilientes au climat et l'agroforesterie. Les auteurs recommandent de renforcer les efforts de la NABARD en améliorant l'accès au crédit pour les petits exploitants agricoles et en favorisant l'adoption de technologies pour stimuler davantage le développement rural.

Les banques rurales régionales (RRB) ont considérablement favorisé l'inclusion financière en Inde, mais des défis subsistent. Kharuri et al. (2018) ont constaté qu'entre 2013 et 2017, les RRB ont considérablement amélioré l'accès aux services bancaires dans les zones rurales, principalement grâce à des initiatives telles que les comptes de dépôt d'épargne de base (BSBDA), les cartes de crédit Kisan (KCC) et les cartes de crédit générales (GCC).

L'expansion des services bancaires à distance et l'introduction de solutions basées sur les TIC ont encore facilité ces progrès. Cependant, des défis subsistent, tels que le faible niveau d'éducation financière des populations rurales et la nécessité d'améliorer la durabilité et la portée des BRR.

Des enquêtes montrent des progrès significatifs en matière d'inclusion financière en Inde. L'Enquête nationale sur l'inclusion financière rurale (NAFIS) 2021-22, menée par la NABARD, révèle une augmentation de 57,6 % du revenu mensuel moyen des ménages ruraux, les ménages agricoles étant légèrement plus nombreux que ceux des autres secteurs. Par ailleurs, une augmentation notable de l'épargne financière

a été observée : 66 % des ménages épargnent, contre 50,6 % en 2016-2017.

cartes de crédit Kisan (KCC) s'est développée, 44 % des ménages agricoles détenant une KCC valide. La couverture d'assurance a considérablement augmenté, atteignant 80,3 % des ménages, et la couverture des retraites a également progressé, bénéficiant à 23,5 % d'entre eux. Ces résultats soulignent l'impact positif des initiatives d'inclusion financière, qui contribuent à améliorer la résilience économique et la sécurité des populations rurales (Bureau d'information de presse, Gouvernement indien, 2024).

Les banques du secteur public (BSP) sont essentielles à l'inclusion financière en Inde

, en particulier pour les populations rurales et à faibles revenus. Elles ont joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre du programme Pradhan. Mantri Jan- Dhan Yojana (PMJDY), une initiative d'inclusion financière lancée par le gouvernement indien. Les BSP ont joué un rôle déterminant dans l'élargissement de l'accès aux services bancaires, en particulier pour les populations marginalisées des zones rurales et mal desservies. Leurs efforts comprennent l'ouverture de comptes, l'intégration aux programmes de transfert direct de prestations (DBT), la promotion des transactions numériques et la facilitation de la micro-assurance et du crédit. Les BSP ont mis en œuvre plusieurs stratégies clés, telles que l'organisation de campagnes d'éducation financière, le porte-à-porte et l'utilisation des services bancaires mobiles pour surmonter les barrières géographiques. Une collaboration continue entre le gouvernement et les BSP est nécessaire pour élargir l'accès à davantage de services financiers tels que le microcrédit et la micro-assurance (Johnson et al., 2024).

5. Principaux acteurs et ressources pour en savoir plus et obtenir du soutien dans le travail d'inclusion financière rurale

Alliance pour l'inclusion financière (AFI)

- Réseau mondial de décideurs politiques en matière d'inclusion financière issus des marchés émergents et des pays en développement. L'AFI se concentre sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques financières inclusives et constitue une ressource essentielle pour l'élaboration de politiques et l'échange de bonnes pratiques.
- Site Web : www.afi-global.org

Groupe consultatif d'aide aux pauvres (CGAP)

- Alliance mondiale œuvrant pour élargir l'accès aux services financiers des personnes vivant dans la pauvreté, le CGAP propose des recherches approfondies, des ressources et des outils pour l'inclusion financière, notamment en zones rurales.
- Site Web : www.cgap.org

Banque mondiale des femmes

- Une organisation qui se consacre à l'amélioration de l'accès aux services financiers pour les femmes, notamment dans les communautés rurales et marginalisées. Elle propose des ressources pour développer des produits financiers adaptés à leurs besoins.
- Site web:

www.womensworldbanking.org

Partenariat mondial pour l'inclusion financière (GPII)

- Plateforme mondiale pour le développement de politiques et d'initiatives d'inclusion financière, le GPII soutient la mise en œuvre de stratégies d'inclusion financière, en particulier auprès des populations rurales.
- Site Web : <https://www.gpfi.org/>

Alliance Better Than Cash (BTCA)

- La BTCA est une alliance de gouvernements, d'entreprises et d'organisations internationales qui œuvrent à la transition des paiements en espèces vers les paiements numériques et à l'amélioration de l'inclusion financière, notamment dans les zones rurales. Elle fournit des outils et des cadres pour favoriser l'inclusion financière numérique.
- Site Web : www.betterthancash.org

La Banque mondiale – Inclusion financière

- La Banque mondiale propose des recherches approfondies, des outils et des études de cas sur l'inclusion financière, en particulier dans les zones rurales et les populations à faibles revenus. Elle propose également des produits financiers et des programmes de soutien pour améliorer l'inclusion financière en milieu rural.
- Site Web : <https://www.worldbank.org/en/topic/financialinclusion>

base de données Global Findex (Banque mondiale)

- Une base de données complète qui mesure l'inclusion financière mondiale et fournit des données sur l'accès aux services financiers, notamment dans les zones rurales et à faibles revenus. Cette ressource peut contribuer à l'élaboration de politiques et de stratégies d'inclusion financière en milieu rural.
- Site Web : www.worldbank.org/en/publication/globalindex

La Société financière internationale (SFI)

- L'IFC fait partie du Groupe de la Banque mondiale et travaille sur des projets liés à l'inclusion financière rurale. Son objectif principal est de développer des modèles économiques inclusifs et des services financiers innovants pour les populations rurales. Site web : www.ifc.org

Le Fonds international de développement agricole (FIDA)

- Le FIDA se concentre sur l'autonomisation des communautés rurales grâce à l'inclusion financière, notamment dans le secteur agricole. Il propose des ressources sur le financement agricole et les services financiers ruraux.
- Le FIDA a élaboré une politique spécifique de financement rural, qui peut être consultée à l'adresse suivante : <https://www.ifad.org/en/w/corporate-documents/policies/rural-finance-policy>
- Site Web : www.ifad.org

MicroSave

- MicroSave est une organisation qui propose des services de conseil et de recherche sur la finance inclusive,

notamment pour les communautés rurales et à faibles revenus. Elle travaille sur les services financiers numériques, la microfinance et les stratégies d'inclusion financière.

- Site Web : www.microsave.net

La Fondation Bill et Melinda Gates

- La Fondation Gates a lancé plusieurs initiatives visant à améliorer les services financiers pour les personnes défavorisées, en mettant l'accent sur l'inclusion financière rurale grâce aux services financiers numériques et à l'argent mobile.
- Site Web : www.gatesfoundation.org

Fondation Bill & Melinda Gates – Systèmes financiers inclusifs

- Son initiative « Systèmes financiers inclusifs » s'appuie sur la finance numérique, les paiements mobiles et les cadres réglementaires pour promouvoir l'inclusion financière. Elle contribue au développement de politiques, de systèmes de paiement numérique et d'infrastructures financières interopérables permettant aux populations rurales d'accéder plus efficacement aux services financiers.
- Site web: <https://www.gatesfoundation.org/our-work/programs/global-growth-and-opportunity/inclusive-financial-systems>
- Son système de paiement open source, Mojaloop, en est un exemple marquant. Il propose une plateforme de paiement numérique inclusive, adaptée aux écosystèmes financiers ruraux.
- Site web: <https://www.gatesfoundation.org/ideas/articles/digital-payments-financial-inclusion-mojaloop>

FENU (Fonds d'équipement des Nations Unies)

- L'UNCDF soutient l'inclusion financière dans les zones rurales en aidant à développer des modèles financiers inclusifs qui intègrent des services financiers mobiles et numériques dans les communautés rurales et à faible revenu.
- Site Web : www.unctf.org

Fondation Grameen

- Cette organisation donne du pouvoir aux personnes pauvres, en particulier dans les zones rurales, en leur donnant accès à des services financiers et en promouvant des modèles commerciaux inclusifs.
- Site Web : www.grameenfoundation.org

Partenariats entre Rabobank et Rabo

- Rabobank, multinationale néerlandaise spécialisée dans l'agroalimentaire, promeut l'IFR via Rabo Partnerships. Elle collabore avec des institutions telles que la Banque mondiale (2020-2023) pour renforcer les institutions financières coopératives (IFC) en Colombie, en Afrique de l'Ouest et en Éthiopie, en relevant les défis réglementaires et de développement dans les zones rurales mal desservies.
- Site Web : <https://www.rabobank.com/>

Action et le Centre pour l'inclusion financière

- Accion est une organisation mondiale à but non lucratif qui se consacre à la création d'un monde financièrement inclusif. Son Centre pour l'inclusion financière (IFC) œuvre à la promotion de systèmes financiers inclusifs pour les populations à faibles revenus. L'IFC mène des recherches, promeut les meilleures pratiques et collabore avec les parties prenantes pour relever les défis.

de l'inclusion financière, en mettant l'accent sur l'innovation et la protection des clients.

- Site web: <https://www.centerforfinancialinclusion.org/>

Agence française de développement (AFD)

- L'Agence Française de Développement (AFD) est la banque publique française pour le développement inclusif. Elle finance et accompagne techniquement des projets qui améliorent les conditions de vie, favorisent la croissance économique et protègent la planète. L'AFD soutient de nombreuses initiatives visant à améliorer l'inclusion financière dans les pays en développement. Les pays en développement, se concentrant souvent sur les communautés rurales et marginalisées.
- Site web : <https://www.afd.fr/fr>

Partenariat mondial pour l'inclusion financière (GPFI)

- Le Partenariat mondial pour l'inclusion financière (GPFI) est une plateforme inclusive destinée aux pays du G20, aux parties prenantes hors G20 et aux acteurs concernés, afin de promouvoir l'inclusion financière à l'échelle mondiale. Créé pour mettre en œuvre le Plan d'action du G20 pour l'inclusion financière, le GPFI facilite l'apprentissage entre pairs, le partage des connaissances, la promotion des politiques et la coordination. Il met l'accent sur l'inclusion financière numérique, le financement des PME et la protection des consommateurs.
- Site Web : <https://www.gpfi.org/>

Mécanisme d'assurance et de financement des risques du PNUD (IRFF)

- L'IRFF, un programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), se concentre sur le renforcement de l'assurance et du financement des risques afin d'accroître Résilience dans les pays en développement. L'IRFF soutient les initiatives des secteurs public et privé visant à améliorer la préparation financière aux risques climatiques, aux catastrophes naturelles et autres vulnérabilités, notamment celles des communautés rurales. L'IRFF œuvre à l'élargissement des solutions d'assurance afin d'atténuer les risques financiers des petits exploitants agricoles, des entreprises rurales et des populations vulnérables, en veillant à ce que les stratégies d'inclusion financière intègrent la gestion des risques et la durabilité à long terme.
- Site Web : <https://irff.undp.org/factsheet/insurance-and-risk-finance-facility-general-overview>

6. Références

Alfaro Gramajo, LN (2003). Inverser la tendance du développement financier : le cas de Banrural SA au Guatemala. USAID et Conseil mondial des coopératives de crédit (WOCCU).

Alliance pour l'inclusion financière. (2022). « Renforcer l'inclusion financière dans les zones rurales » (Note d'orientation n° 50).

Alvi, M.A., Rafique, A., et Shehzad, K. (2020). « Controverse sur l'inclusion financière et la stabilité bancaire : données de la région sud-asiatique. » *Revue internationale d'ingénierie financière*, 7(4), 2050038.

Araújo, A. (sans date). Innovation pour l'inclusion financière [Présentation à une conférence]. CEPALC.

Arshad, A. (2022). « L'impact de l'inclusion financière sur la sécurité alimentaire : données probantes des pays en développement ». *Revue internationale d'économie sociale*, 49(3), 336–355.

Azimi, MN (2022). Nouvelles perspectives sur l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique : une perspective mondiale. *PLOS ONE*, 17(11), e0277730

Northeast Bank (Dakota du Nord). À propos d'Agroamigo.

Banque de Zambie. (2012). « Politique et stratégie de financement rural » (2012). Banque de Zambie.

BFA (2018), « L'impact de la Banque Azteca au Pérou »

Bilal, S. (2021). L'essor des banques publiques de développement dans l'architecture européenne de financement du développement (Document de travail 12/2021). Institut royal Elcano.

Braverman, A., et Guasch, J.L. (1986). « Marchés et institutions de crédit rural dans les pays en développement : leçons pour l'analyse des politiques tirées de la théorie et de la pratique modernes. » *World Development*, 14(11), 1253-1274.

Carbon Trust. (sans date). Financement d'une transition juste du secteur agricole mexicain avec l'Agence française de développement et la FIRA.

CGAP, BTCA, GPFI et Banque mondiale. 2024. « Options politiques du G20 pour améliorer l'accès au dernier kilomètre et la qualité de l'inclusion grâce aux infrastructures numériques, y compris les infrastructures publiques numériques (IPN), la protection des consommateurs et d'autres objectifs liés aux IPN. » Washington, DC : CGAP.

Chatterjee, A., et Oza, A. (2017). Assurance agricole (Documents BAD n° 77). Banque asiatique de développement.

Cofer, RD, et Anderlik, JM (2020). Banques agricoles : résilience face à l'évolution des conditions. *FDIC Quarterly*, 15(1), 31–49.

Hill, C., Clason Höök, M., et Shakhovskoy, M. (2019). « Voies vers la prospérité : rapport 2019 sur l'état du secteur de la finance rurale et agricole ». ISF Advisors et le laboratoire d'apprentissage sur la finance rurale et agricole de la Fondation Mastercard.

Conroy, J.D., Parreñas, J.C., et Manipatpong, W. (éd.). (2009). « Promouvoir l'inclusion financière grâce à des politiques innovantes : rapport d'un atelier organisé conjointement par le Groupe consultatif pour le renforcement des capacités du système financier de l'APEC, le Conseil consultatif des entreprises de l'APEC, l'Institut de la Banque asiatique de développement et l'Alliance pour

l'inclusion financière ». Institut de la Banque asiatique de développement.

Cull , R., Ehrbeck , T., et Holle , N. (2014). « Inclusion financière et développement : preuves de l'impact récent » (Note de synthèse n° 92). Washington, DC : CGAP.

Dabla -Norris, E., Ji, Y., Townsend, R., et Unsal , D.F. (2015). Identifier les contraintes à l'inclusion financière et leur impact sur le PIB et les inégalités : un cadre structurel pour les politiques. (Document de travail du FMI n° 15/22). Fonds monétaire international.

Danisman , G.O., et Tarazi , A. (2020). Inclusion financière et stabilité bancaire : données européennes. *Revue européenne de finance*, 26(18), 1842–1855.

Dash , A., et Mohanta , G. (2024). « Favoriser l'inclusion financière pour atteindre des objectifs durables : quels sont les facteurs qui contribuent le plus à un comportement financier inclusif des ménages ruraux en Inde ? », *Journal de Nettoyeur Production* , 449, 141731.

Davis, B., Mane, E., Gurbuzer , L.Y., Caivano , G., Piedrahita, N., Azhar , N., Benali, M., Chaudhary , N. et Rivera, R. (2023). Estimation de l'emploi mondial et national dans les systèmes agroalimentaires (numéros 23-24). FAO.

Demirguc-Kunt , A., Klapper , L. et Singer, D. (2017), « Inclusion financière et croissance inclusive. Un examen des données empiriques récentes », Banque mondiale, 2017.

Demirgüç-Kunt , A., Klapper , L., Singer, D., & Ansar , S. (2022). Base de données Global Findex 2021 : Inclusion financière, paiements numériques et résilience à l'ère de la COVID-19. Banque mondiale.

Demirgüç-Kunt , A., Klapper , L., Singer, D., Ansar , S., & Hess, J. (2017). Base de données Global Findex 2017 : Mesure de l'inclusion financière et de la révolution Fintech . Banque mondiale.

Duvendack , M., et Mader , P. (2019). Impact de l'inclusion financière dans les pays à revenu faible et intermédiaire : une revue systématique des revues (3ie). *Systématique Revue* 42). Initiative internationale pour l'évaluation d'impact (3ie).

Ercegovac , R., Klinac , I., et Pečarić , M. (2024). Le manque de sensibilité des banques publiques de développement aux performances clés du secteur bancaire en matière de stabilité : leçons pour les décideurs politiques. *Étude économique croate*, 26(1), 37–58.

Eslava, M., & Freixas, X. (2018). Banque publique de développement et imperfections du marché du crédit.

Finance en commun. (2023). Rapport du Sommet Finance en commun 2023 : Exploiter le potentiel des banques publiques de développement pour une finance durable. Finance en commun.

GIRSAL. (sans date). À propos de. GIRSAL.

Finance verte LAC. (18 octobre 2024). L'entreprise colombienne Finagro a déboursé près de 400 millions de dollars en prêts pour la lutte contre le changement climatique.

Gu , L., Liu, Y., Liu, F., Dong, X., et Dong, Y. (2024). Impacts de l'assurance agricole liée aux politiques sur les revenus des agriculteurs dans les principales régions céréalières de Chine. *Financial Research Letters*, 69, 106189.

Haggblade , S., Hazell , P.B.R. et Reardon, T. (2007). Transformer l'économie rurale non agricole : opportunités et menaces dans les pays en développement (S. Haggblade , P.B.R. Hazell et T. Reardon, éd.). Johns Hopkins University Press.

Haggblade , S., Hazell , P., et Reardon, T. (2010). L'économie rurale non agricole : perspectives de croissance et de réduction de la pauvreté. *World Development*, 38(10), 1429–1441.

Hernández, E., et Martínez, C. (2023). Guide technique pour débloquer les réseaux d'agents dans le dernier kilomètre. CGAP.

FIDA (2021) Politique de finance rurale inclusive (<https://www.ifad.org/en/w/corporate-documents/policies/rural-finance-policy>)

OIT (2019) Développement économique rural par l'inclusion financière : le rôle de l'accès au financement (https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/grou ps/public/@ed_dialogue/@sector/documents/publication/wcms_437194.pdf)

Johnson, M. et Joy , V.S. (2024). Favoriser l'inclusion financière : le rôle crucial des banques publiques dans la mise en œuvre du programme Pradhan Mantri Jan- Dhan Yojana (PMJDY). *Revue internationale de recherche en sciences appliquées et en technologie de l'ingénierie*, 12(4), 3681-3683.

Kajwang , B. (2022). Le rôle de l'assurance dans les prêts agricoles. *Revue internationale de finance et de comptabilité*, 7(2), 74-83.

Khan, I., Khan, I., Sayal, A.U., & Khan, M.Z. (2021). « L'inclusion financière induit-elle la pauvreté, les inégalités de revenus et la stabilité financière ? »

Preuves empiriques provenant de 54 pays africains". *Journal of Economic Studies*, 49(2), 303-314.

Dans

Khandker, SR (2018). « Crédit pour le développement agricole ». *Oxford Handbook of the Economics of Poverty* (pp. 529–561). Oxford University Press. Presse.

Kharuri, ZH, et Manjunatha, T. (2018). « Une étude sur l'inclusion financière dans les banques rurales régionales en Inde ». *Journal asiatique de gestion*, 9(3), 1117-1122.

Köhn, D. (éd.). (2014). « Financement alimentaire : vers une nouvelle finance agricole et rurale ». Salmer.

Li, Z., Zhang, D., et Zhang, J. (2023). « Recherche sur l'effet systématique de la finance inclusive et de l'assurance agricole sur la réduction de la pauvreté. Actes de la 40e Conférence sur le contrôle de la Chine. » 26-28 juillet 2021, Shanghai, Chine.

Lipper, L., Cavatassi, R., Symons, R., Gordes, A., & Page, O. (2021). Financement de l'adaptation pour des moyens de subsistance résilients dans le cadre d'une transformation du système alimentaire : le rôle des banques multilatérales de développement. *Sécurité alimentaire*, 13(7), 1525–1540.

Ma, Q., Zhou, Y., et Wang, J. (2024). L'impact du changement climatique sur le risque de crédit des institutions financières rurales : un effet de seuil basé sur l'assurance-récolte. *American Journal of Economics and Finance*, 71, 102086.

Marodon, R. (2020). Les banques de développement peuvent-elles relever le défi du développement durable ? (Note de recherche n° 175). Agence française de développement.

Martinez, C. (13 janvier 2023). Haute technologie, haute proximité : apporter des prêts formels à l'Inde rurale. CGAP.

Miller, H. (2019). « Qu'est-ce qui fonctionne pour les services financiers numériques dans le développement agricole ? » Initiative « Nourrir l'avenir » de l'USAID.

Mühlenhoff, SC (2021). Inclusion financière dans les pays du Sud : une analyse de l'assurance agricole indicielle et de la sécurité alimentaire des agriculteurs en Inde. *L'avenir de l'alimentation : une revue sur l'alimentation, l'agriculture et la société*, 9(3), 159-178.

NIRSAL. (sans date). Qui sommes-nous ? NIRSAL.

Omar, M.A., et Inaba, K. (2020). L'inclusion financière réduit-elle la pauvreté et les inégalités de revenus dans les pays en développement ? Une analyse de données de panel. *Journal of Economic Structures*, 9(37), 1–25.

Pomeroy, R., Arango, C., Lomboy, C.G., et Box, S. (2020). « L'inclusion financière pour renforcer la résilience économique de la pêche artisanale. » *Marine Policy*, 118, 103982.

Bureau d'information de la presse. (2024). « Autonomiser l'Inde rurale : enquête NABARD sur l'inclusion financière rurale ». Ministère des Finances, gouvernement indien.

PT Bank Rakyat Indonésie (Persero) Tbk. (2022). Allez plus loin, proposez des solutions, grandissez mieux et plus fort.

Ramírez, J., et Hernández, E. (2016). Innovations pour un financement agricole inclusif et des mécanismes d'atténuation des risques : le cas de Tamwil El Fellah au Maroc. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ADA – Microfinance.

Riddhi, Kumar, R., Gupta, Y., Yadav, S., et Goenka, N. (2024). Renforcer les économies rurales : une évaluation du rôle de la NABARD dans l'agriculture et le développement rural. *Revue internationale de recherche scientifique en ingénierie et en gestion*, 8(6), 1-12.

Robles, M. (2021). L'assurance agricole pour le développement : passé, présent et avenir. Dans : *Développement agricole : nouvelles perspectives dans un monde en mutation*, éd. Keijiro Otsuka et Shenggen Fan. Troisième partie : Contexte du développement agricole, chapitre 17, pp. 563–594. Washington, DC : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

Seifert, J. (31 janvier 2024). « Approfondir l'inclusion financière rurale grâce au développement des services bancaires par agents. » Approfondissement du secteur financier en Tanzanie.

Tabash, M.I., Ezekiel, O., Ahmed, A., Oladiran, A., Elsantil, Y., & Lawal, A.I. (2024). « Examen des liens entre inclusion financière, croissance économique, pauvreté et réduction des inégalités en Afrique ». *African Scientist*, 23, e02096.

Tianyuan, A., Jiashu, Z., & Jingwen, S. (2023). Une étude sur l'effet coordonné de l'assurance

agricole et du crédit sur la réduction de la pauvreté et ses conséquences.

Différences régionales en Chine. Analyse économique et politique, 78, 835–844.

Timu , A.G., et Kramer, B. (2023). Assurance agricole inclusive, sensible au genre et transformatrice : une revue de la littérature. Sécurité alimentaire mondiale, 36, 100672.

Trivelli, C. (26 juin 2023). Unique : Résilience, pouvoir et opportunités. Management.

Trivelli, C. et H. Venero (2007), Banques de développement agricole : expériences actuelles en Amérique latine. Série d'analyses économiques 25. Lima : IEP.

Défenseur spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la finance inclusive au service du développement. (2021). Santé financière : Guide à l'intention des décideurs du secteur financier. Nations Unies.

Van, LT-H., Nguyen, NT, et Vo, DH (2020). « Inclusion financière et stabilité en Asie : utilisation des données bancaires. » Istanbul Stock Exchange Journal, 20, 1–22.

Villarreal, FG (éd.). (2017). Inclusion financière des petits producteurs ruraux. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).

Wiedmeier -Pfister, M., Huber, C. et Domke , B. (2021). Banques de développement agricole et mécanismes financiers : contexte, enseignements, tendances et études de cas de sept pays d'Afrique subsaharienne (Note d'orientation du projet sectoriel sur la politique agricole n° 102). Deutsche Gesellschaft pour International Travail conjoint (GIZ) GmbH .

Banque mondiale pour les femmes. (2023). « Évaluation des politiques : les femmes rurales et l'inclusion financière ».

Site Web du Groupe de la Banque mondiale – Aperçu de l'inclusion financière

Banque mondiale. (décembre 2005). CrediAmigo : Services financiers pour les personnes vivant dans la pauvreté dans le nord-est du Brésil.

Banque mondiale. (2007). Rapport sur le développement dans le monde 2008 : L'agriculture au service du développement. Washington, DC : Banque mondiale.

Xie , S., Zhang, J., Li, X., Xia, X., & Chen, Z. (2024). L'effet de la participation à l'assurance agricole sur

la résilience économique des ménages ruraux au changement climatique.

Catastrophes naturelles : témoignages de la Chine. Journal of Cleaner Production, 434, 140123.

Xu , J., Marodon , R., Ru, X., Ren, X., & Wu, X. (2021). Que sont les banques publiques de développement et les institutions de financement du développement ? Critères de qualification, faits stylisés et tendances de développement. Économie chinoise Trimestriel International, 1, 271–294.

Yap, S., Lee, H.S., et Liew , P.X. (2023). « Le rôle de l'inclusion financière dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) liés à la finance : une analyse transnationale ». Recherche économique - Économie Istrazivanja , 36(3), 221-2028.

Yasmin , Y., et Setiastuti , S.U. (2023). « L'effet de l'inclusion financière sur la sécurité alimentaire : données probantes des pays en développement et développés. » Économie et finance en Indonésie : vol. 69, n° 2, article 4.

Yu , L., Li, W.-J., et Aleksandrova , M. (2022). Impacts et synergies de l'assurance indicelle climatique et du microcrédit en zones rurales : une revue systématique. Environmental Research Letters, 17(10), 103002.